

Association des Maires Ruraux de France
Des maires au service des maires

[Rejoignez-nous](#)

Net-Infos



AMR47, tel/ fax : 05 53 87 23 59
amr47@orange.fr

La lettre Internet des maires ruraux du Lot et Garonne

Février 2015

DÉPARTEMENT

L'AMR47 SE STRUCTURE

2015 apporte son lot de changements et de nouveautés.

Parmi les changements le durcissement des positions de notre gouvernement vis-à-vis des communes rurales.

Notre vigilance et nos actions doivent se poursuivre

Parmi les nouveautés, nous avons voté lors de l'Assemblée Générale du 06.12.2014 à Montpezat, l'ouverture d'un poste de secrétaire au sein de l'association afin de mieux organiser notre représentation et notre engagement.

Cécile Pôtel l'occupe depuis début janvier. Elle se charge de l'administratif de l'AMR47 mais aussi et surtout du réseau des adhérents. Elle est à votre disposition les mardis et jeudis toute la journée et le mercredi matin. Surtout n'hésitez pas, pour toutes questions, demandes, interrogations, elle sera heureuse d'y répondre

Cécile Pôtel , tel/fax : 05 53 87 23 59 ; mobile : 06 07 11 98 10 ; mail : arm47@orange.fr

Le bureau, élu le 06.12.2014

Président : Guy Clua
(Maire de St Laurent)
Secrétaire: Annie Reimherr
(Maire de Beauville)
Trésorière: Jacqueline Seignouret
(Maire de Montpezat)

Le Conseil d'Administration au 06.12.2014

Henri Tandonnet, Maire de Moirax
William Khérif, maire de Port Ste Marie
Jean Louis Coureau, maire de Puymirol
Jacques Bilirit, maire de Fourques sur Garonne
Jean Paul Pradines, maire de St Caprais de Lerm
Serge Pin, maire honoraire de Savignac sur Leyze
Genenviève Lelannic, maire de Monteton
Serge Lescombe, maire de Montauriol
Michel Van Bosstraeten, maire de Dolmayrac

Pour activer les liens hypertexte présents dans ce net-info vous devez appuyer sur la touche Control (Ctrl) et cliquer sur le lien en maintenant la touche Ctrl appuyée.

La Poste

VOTRE MESSAGE POUR LE PRÉSIDENT DE LA POSTE ?

Le 11 février, La Poste organise une rencontre à Paris entre son PDG Philippe Wahl et une délégation de l'AMRF conduite par Vanik Berberian. Une occasion à saisir pour nous faire remonter vos problématiques locales avec la Poste, ou simplement les questions que vous souhaitez que vos représentants abordent avec le président de La Poste :

- catherine.leone@amrf.fr

Education

RYTHMES SCOLAIRES ET PEDT

Un fonds d'accompagnement pour les rythmes scolaires est institué « en faveur des communes et, lorsque les dépenses relatives à l'organisation des activités périscolaires des écoles leur ont été transférées, des [EPCI], (...), pour lesquels sont organisées des activités périscolaires dans le cadre d'un projet éducatif territorial ». [La circulaire ministérielle n° 2014-184](#) apporte des précisions sur les PEDT, qui formalise une organisation des activités périscolaires réalisée en partenariat avec différents acteurs de l'école.

« Des maires au service des maires »

PEDT - VOUS AVEZ BESOIN D'AIDE OU VOUS POUVEZ AIDER...

N'hésitez pas à nous transmettre votre PEDT pour qu'il puisse aider d'autres communes qui souhaiteraient en rédiger un pour la rentrée scolaire prochaine, ou à faire remonter vos éventuelles difficultés et poser vos questions (à l'adresse catherine.leone@amrf.fr). Vous pouvez obtenir une aide concrète pour élaborer et rédiger votre PEDT en contactant les référents académiques et départementaux de l'Education nationale ou encore le délégué général du collectif CAPE (Fédération des associations d'éducation populaire), qui peut vous accompagner dans votre démarche de PEDT : 01 53 26 24 24). Quelle que soit votre situation et l'avancée de vos démarches, n'hésitez pas en outre à informer régulièrement l'AMRF (échanges de bonnes pratiques, difficultés éventuelles, questions...).

- [Coordonnées des référents PEDT](#)
- [Collectif CAPE](#) sur Internet

Stations services rurales

INTERVENTION EFFICACE DE L'AMRF

L'Etat souhaitait supprimer l'aide en faveur de la rénovation des stations-services en milieu rural. L'AMRF s'était mobilisée en se manifestant auprès du président de la République, dans une démarche conjointe avec la fédération de l'Artisanat Automobile. Suite à cette intervention, les pouvoirs publics ont décidé en décembre de transférer le dispositif d'aide au sein du Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce (FISAC). Il convient cependant d'être particulièrement vigilant dans la mesure où l'on connaît le montant de l'enveloppe budgétaire et les délais de traitement des dossiers FISAC.

Internet

CYBERATTAQUES: LES SITES CAMPAGNOL PRESERVÉS

Les attaques terroristes ont connu des répercussions sur Internet. Des pirates ciblent des sites web de collectivités. Aucun site communal réalisé avec le service de l'AMRF n'a été victime de ces "cyberattaques" jusqu'ici.

Pour autant, si vous constatez un jour que la page d'accueil de votre site a été piratée, prévenez immédiatement l'assistance téléphonique au 04.75.66.00.92 ou adressez un e-mail à contact@adep-france.fr afin de demander la mise "hors ligne" votre site communal. L'équipe technique de nos partenaires prendra alors la situation en main afin de rétablir au plus vite l'accès à votre site, en réinstallant au besoin une copie sauvegardée de vos pages. Pas d'inquiétude !

Ils nous répondent

- Le député de l'Isère François Brottes nous communique la réponse de la ministre de l'Éducation à son interpellation sur la question du financement des écoles privées sous contrat et l'organisation des temps d'enseignement hebdomadaires dans le cadre de la réforme des rythmes.
+ [Courrier à télécharger](#)
- Joël Giraud, député des Hautes-Alpes, avait interrogé le gouvernement sur les conséquences de la loi ALUR en matière de travaux de rénovation ou d'extension. Il nous signale la réponse du ministère du Logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité : [Question écrite n°67248](#)

AGENDA AMRF

Février 2014

- 3/2 - Remise des labels de l'association "Villes Internet" à Mérignac (33)
- 3/2 - Grande mobilisation de l'école pour les valeurs de la République
- 4/2 - CA de l'association Ruralité-Environnement-Développement (Bruxelles)
- 4/2 - Forum national du Très Haut Débit (Brest)
- 5/2 - Assemblée nationale : projet de loi relatif à la santé - Audition sur « les collectivités territoriale et la santé »
- 10/2 - Comité de suivi des rythmes scolaires
- 10/2 - Dialogue national des territoires
- 11/2 - Rencontre entre le PDG de La Poste et une délégation des Maires Ruraux
- 12/2 - Comité de pilotage Ruralitic

AGENDA PARLEMENTAIRE

Sénat

3 février

- Proposition de loi constitutionnelle tendant à assurer la représentation équilibrée des territoires, présentée par MM. Gérard LARCHER et Philippe BAS

5 février

- Deuxième lecture de la proposition de loi, modifiée par l'Assemblée nationale, autorisant l'accord local de répartition des sièges de conseiller communautaire

10 février

- Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1543 du 19 décembre 2014 portant diverses mesures relatives à la création de la métropole de Lyon (Procédure accélérée)
- Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-1335 du 6 novembre 2014 relative à l'adaptation et à l'entrée en vigueur de certaines dispositions du code général des collectivités territoriales, du code général des impôts et d'autres dispositions législatives applicables à la métropole de Lyon

19 février

- Conclusions de la commission mixte paritaire sur la proposition de loi relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes

PARTENARIATS

Culture

Grand prix Pèlerin du Patrimoine

Le concours, qui connaît cette année sa 25^e édition, a pour vocation d'encourager et d'aider à la restauration du patrimoine culturel et religieux français. Depuis 1990, il a récompensé près de 250 projets, répartis dans une vingtaine de régions, et facilité l'installation professionnelle d'une pléiade de jeunes restaurateurs et artisans d'art

- Dossier de candidature (à renvoyer avant le 31 mars)

Ecole

Renforcer l'action citoyenne sur les temps éducatifs

Suite à l'appel à la mobilisation de l'École pour les valeurs de la République lancé par la ministre de l'Education, la Fédération Générale des PEP (pupilles de l'enseignement public), propose que la « formation civique et citoyenne se traduise dans des Projets Educatifs Territoriaux (PEDT) ambitieux, dans le cadre d'un parcours d'engagement républicain et volontaire ». La FGPEP forme un réseau national de 92 associations départementales. Un groupe de travail composé d'élus, de bénévoles et de professionnels vient d'être mis en place pour accompagner la mise en œuvre de cette mobilisation. Les PEP, qui portent des convictions de solidarité et de laïcité, entendent ainsi "contribuer davantage, par un enseignement moral et civique sur l'ensemble des temps éducatifs, à une société véritablement inclusive".

- [Site internet : lespep.org](http://lespep.org)
- [Page des unions régionales et associations départementales](#)

QUESTION A...

Nicolas LAINE, maire de Longchamps (27)

Intégrer Lectures Communes aux TAP et faire participer les enfants

Net-Infos : *C'est la première fois que la commune de Longchamps (27) participe à Lectures Communes. Pourquoi avoir choisi cette manifestation ?*

Nicolas Laine: La nouvelle équipe municipale avait inscrit dans son programme la mise en place d'une manifestation culturelle, afin de renforcer l'animation dans notre commune qui porte déjà une identité culturelle forte grâce à son patrimoine bâti. Nous voulions renforcer la politique culturelle tout au long de l'année car nous disposons d'équipements pouvant accueillir du théâtre ou des concerts, et la commune vit déjà un moment fort avec la "Fête des moissons" à la fin de l'été.

Nous allons coupler cette manifestation avec le Printemps des poètes et "Dis-moi dix mots", en organisant un concours de poèmes ouvert à toute la population. Notre originalité est peut-être d'impliquer les enfants sur les temps périscolaires, de la maternelle au CM2 : 94 enfants sont concernés, sur les 160 que compte l'école (partagée avec la commune voisine dans le cadre d'un SIVOS).

([suite de l'interview sur le site amrf.fr](#))

- [Présentation de l'initiative de Longchamps](#) (sur le site de lectures communes)
- [Pour inscrire votre commune à Lectures Communes](#)

LE POINT SUR...

Ma commune est en ZRR :

Quels sont les avantages ?

Il n'est pas aisé d'établir une liste des mesures spécifiques applicable en ZRR. Elles sont visées par pas moins de 35 articles de lois, 3 ordonnances, 25 décrets, 6 arrêtés (hors arrêtés de classement), 3 décisions et 5 circulaires. Ce sont au total 10 codes qui traitent des ZRR, pour une vingtaine de dispositions spécifiques, plus une douzaine de dispositions non codifiées.

Les principaux avantages sont les exonérations fiscales et sociales dont le but est d'aider à l'implantation d'entreprises dans les ZRR :

- [Note AMRF en téléchargement](#)

QUESTION JURIDIQUE

Les absences répétées d'un conseiller municipal aux séances du conseil peuvent-elles faire l'objet de sanction ?

Non ; la seule raison qu'il n'assiste pas régulièrement aux réunions du Conseil municipal ne permet pas de sanctionner un conseiller (en l'absence d'autres dispositions législatives impliquées).

La loi du 2 mars 1982 a supprimé la possibilité qui permettait au Préfet de déclarer démissionnaire tout membre du conseil municipal ayant manqué à trois séances consécutives, sans motifs reconnus légitimes par le conseil

Certes, à l'heure actuelle, l' [article L2121-5 du Code général des collectivités territoriales](#) permet de sanctionner, par une démission prononcée par le tribunal administratif : « tout membre d'un conseil municipal qui, sans excuse valable, a refusé de remplir une des fonctions qui lui sont dévolues par les lois » (le refus doit ici résulter d'une « déclaration expresse » ou « rendue publique », ou bien de « l'abstention persistante après avertissement de l'autorité chargée de la convocation »).

([suite sur le site amrf.fr](#))

Jurisprudence commentée de l'Observatoire SMACL des risques de la vie territoriale

Refus par la victime d'une proposition de règlement amiable de l'assureur de la collectivité : quitte ou double !

La proposition amiable d'indemnisation formulée par l'assureur d'une commune à une victime emporte-t-elle reconnaissance de la responsabilité de la collectivité assurée ?

Non dès lors que la proposition amiable de l'assureur de la collectivité n'a été effectuée qu'afin de prévenir le contentieux et de régler rapidement le litige.

[Suite de la jurisprudence](#)

Sommaire du n° 322 (février 2014)

DOSSIER

La comédie de la réforme territoriale (2e partie)

ACTUALITES

Communes nouvelles : peut-on parler de nouveauté ?

TRIBUNE

La ruralité, nouvel espace d'inventivité politique

FENETRE SUR

Premier mandat : la proximité en commun

Extrait du n°321 (décembre 2014)

LA COMÉDIE DE LA RÉFORME TERRITORIALE

L'objectif des réformes Sarkozy puis Hollande, libérales et managériales, s'il est politique aussi, l'est d'une autre manière. L'objectif n'est pas de dynamiser le pays en donnant plus de pouvoirs d'action aux élus locaux, ce qui impliquerait qu'on leur en donne les moyens financiers. Non seulement on ne les augmente pas, mais on les réduit, certaines collectivités étant déjà au bord de la paralysie.

Loin de renforcer l'action publique centrale ou locale, il s'agit au contraire de diffuser l'Etat minimum sur l'ensemble du territoire. L'objectif est de permettre à l'entreprise privée, la seule à créer de la valeur selon le catéchisme libéral, d'occuper le maximum d'espace, selon l'immortel principe de Ronald Reagan : « Ce n'est pas l'Etat qui est la solution, c'est l'Etat qui est le problème ».

Vous pourrez retrouver ce numéro en téléchargement dans quelques jours depuis les [archives de 36000 Communes](#)

REVUE DE WEB

- Rapport d'information du député Jean Launay sur [les conditions du maintien de services publics dans les territoires et la contribution que La Poste pourrait y apporter](#)
- [Inégalités environnementales et sociales : identifier les urgences, créer les dynamiques](#) – Avis du Conseil Economique, Social et Environnemental
- [Mémoire des organisations internationales partenaires du Mouvement européen de la Ruralité aux autorités européennes](#)
- [Agenda d'Accessibilité programmée \(AdAP\)](#)
- « [Gestion des inondations par ruissellement pluvial](#) » (guide du Centre européen de prévention du risque d'inondation)

- Appel à projets de la Fondation de France : "[Sport et santé en milieu rural](#)" (date limite de réponse : 20 février)
- [Tourisme et développement durable en France](#) (rapport du CESE)
- [Guide de l' élu sur le thème "e-communications"](#), de la FNCCR (Fédération nationale des collectivités concédantes et régies)

**Net-Infos est une publication de
l'Association des Maires Ruraux**

Responsable de la publication : Vanik Berberian, président de l'AMRF.
Rédaction : Equipe des permanents et chargés de mission de l'AMRF.
Pilotage et diffusion : Hervé Cassagne

*Si vous souhaitez rejoindre l'AMRF, vous abonner à notre mensuel 36 000
Communes ou recevoir d'autres informations afin de mieux connaître
l'AMRF et ses activités, merci de contacter Catherine Léone ou Margaux
Ollagnier au 04.72.61.77.20.*

*Vous pouvez également vous rendre sur le site internet des Maires Ruraux
de France : <http://www.amrf.fr/>*